



Chambre Nationale des Services d'Ambulances

Contribution de la Chambre Nationale des Services d'Ambulances pour le Ségur de la Santé

Le 10 juin 2020

Le Ségur de la santé, qui fait suite à une crise sanitaire mondiale sans précédent, est l'occasion d'organiser une concertation ambitieuse avec l'ensemble des acteurs de la santé pour élaborer un système de santé plus efficace, performant, qui sache tirer les leçons de la crise que nous avons traversée et qui soit à même de répondre aux grands enjeux d'innovation et de modernisation qui se posent aujourd'hui, plus que jamais.

Nous croyons, à la Chambre Nationale des Services d'Ambulances (organisation professionnelle d'employeurs la plus représentative du secteur du transport sanitaire), au dialogue et aux échanges constructifs et il est de fait primordial d'associer tous les acteurs de la santé, aux niveaux national et territorial, à la réflexion sur la refondation de notre système de santé.

Parmi ces acteurs figure le secteur du transport sanitaire. En première ligne, dans la lutte contre le coronavirus, les ambulanciers ont, dans des conditions bien souvent difficiles, voire précaires, assuré leurs missions de prise en charge des patients suspectés ou affectés du Covid-19 avec dévouement, courage et professionnalisme. Professionnels de santé à part entière et acteurs indispensables de la chaîne des soins, ils ont, à ce titre, toute leur place à la table des négociations du Ségur.

Cependant, il ne semble pas prévu que les fédérations du transport sanitaire soient incluses dans la composition du Comité Ségur national. A défaut d'un siège, la CNSA souhaite faire entendre la voix du transport sanitaire et demande à être associée à d'éventuels groupes de travail ou commissions. Il a ainsi été porté à notre connaissance qu'une concertation spécifique avec les fédérations privées serait installée très prochainement. Dans l'attente, nous restons à l'entière disposition des services du ministère pour en connaître les modalités d'intégration.

Nous comprenons que le Ségur de la santé, dans la lignée des orientations fixées par le Président de la République, repose sur quatre piliers :

- Pilier n°1 : Transformer les métiers et revaloriser ceux qui soignent ;
- Pilier n°2 : Définir une nouvelle politique d'investissement et de financement au service des soins ;
- Pilier n°3 : Simplifier radicalement les organisations et le quotidien des équipes ;
- Pilier n°4 : Fédérer les acteurs de la santé dans les territoires au service des usagers.

Dans cette optique, la CNSA souhaite avancer plusieurs propositions au nom du secteur du transport sanitaire.

Cette vaste concertation prévoit de revoir l'organisation des soins et la gouvernance du système de santé. Comme le ministre de la Santé l'a dit le 25 mai à l'occasion du lancement national du Ségur de la santé, « *le système de santé n'est pas assez performant dans son pilotage* ». La CNSA demande, de longue date, la mise en place et la rationalisation d'une véritable gouvernance interministérielle du transport sanitaire et estime que le Ségur de la Santé représente une opportunité adéquate pour entamer la réflexion sur ce sujet.

A la table des concertations est également envisagé un échange sur les « carrières et effectifs ». Cet échange prévoit notamment d'aborder « la question des montées en compétences, pour mieux valoriser toutes les carrières, tous les métiers et développer de nouveaux parcours professionnels. » La CNSA souscrit à cet objectif ambitieux et demande l'instauration d'un véritable référentiel de compétences des ambulanciers diplômés d'Etat, à intégrer dans le code de la santé publique, qui permette de mieux définir le rôle, les savoirs, savoir-faire et savoir-être des ambulanciers afin de les positionner dans la chaîne des soins et pour une prise en charge sans cesse plus performante et adaptée à la mission de service public et à la patientèle. La CNSA a pour objectif d'aboutir à une amélioration de la qualification professionnelle, par la mise en place d'un baccalauréat professionnel et une attestation de capacité professionnelle pour les dirigeants.

La CNSA demande l'inclusion de l'auxiliaire ambulancier dans le code de la santé publique afin que son statut soit enfin reconnu, ainsi que l'autorisation, sur le territoire national, des ambulances de type A2 figurant dans la réglementation et qui existent dans la plupart des pays européens..

Il est également nécessaire de penser au renforcement du contrôle des ambulances autorisées à être mises en service, aux niveaux national et départemental, notamment grâce aux nouvelles technologies.

L'ambulancier doit être envisagé comme un partenaire opérationnel pour permettre la mise en oeuvre de la télémédecine et son rôle doit être réfléchi pour la mise en place d'une formation adaptée reconnue à ce titre.

La CNSA souhaite mettre sur la table la question de la professionnalisation et de la régionalisation des Associations de Transporteurs Sanitaires d'Urgence afin d'organiser la réponse opérationnelle attendue sur le terrain au travers de la modernisation des outils et des pratiques, avec une organisation adaptée et une application pertinente des référentiels existants.

La CNSA rappelle la nécessité impérieuse et urgente de la mise en place de la réforme de l'UPH (urgence pré-hospitalière) avant une démobilisation totale des entreprises d'ambulances qui ne cessent d'alerter sur leur situation économique extrêmement difficile. Les ambulanciers de terrains risquent d'être exclus des primes Covid.

Le secteur du transport sanitaire a vu sa situation économique se dégrader et ce, bien avant le déclenchement de la crise sanitaire qui a encore plus fragilisé la trésorerie des entreprises. Des aides spécifiques d'urgence ont été décidées après négociations avec le ministère, l'Assurance maladie et les fédérations du secteur. Mais ces aides doivent s'accompagner de la concrétisation de la réforme sur l'urgence pré-hospitalière en discussion depuis 2016 et qui était censée entrer en vigueur à partir du 1er janvier 2021. Cette réforme, dont une partie relève désormais du ressort des négociations conventionnelles avec la CNAMTS, n'a eu de cesse de prendre du retard et son organisation au regard de la santé publique n'a pas encore été finalisée par la DGOS . Ces négociations sont d'autant plus importantes que la réforme de l'urgence pré-hospitalière peut permettre d'anticiper au mieux des problématiques telles qu'une pandémie comme le Covid-19. La CNSA demande donc au ministère de s'atteler au plus vite à la reprise des échanges entre le secteur et les autorités de tutelle avec une meilleure transversalité entre les différentes administrations et organismes d'Etat concernés (DGOS/DSS/DGS/CNAMTS/ARS...).